



# CONVERGENCES SYNDICALES

9 rue Dupuis 80000 Amiens – Directeur de Publication : Michel Dubuis –  
Commission Paritaire : N°4223D73 -



## RETRAITES

37,5...

40.... 41...

**STOP!**

MANIFESTATION

Samedi

29 mars

AMIENS

15h00 MCA

Dispensé de timbrage

Amiens C.T.C.

Déposé le 20/03/08

CONVERGENCES  
SYNDICALES  
9 rue Dupuis  
80000 AMIENS



PRESSE

DISTRIBUÉE PAR  
LA POSTE

TRIMESTRIEL n°47 Supplément n°????  
Janvier - Février - Mars

SOMMAIRE

P 1 Edito P 2-3 Retraites : une idée d'avenir

P 4 Colloque précarité

## Comment Fillon nous retraite...

Avec l'allongement de la durée de cotisation, portée à 40 ans pour tous au nom de l'équité, et avec l'objectif de 41 en 2012, le gouvernement actuel comme le précédent, prétend toujours vouloir « sauver les régimes par répartition ». Après le privé en 1993, les fonctionnaires en 2003, les régimes spéciaux fin 2007, l'« équité » est réalisée ! Fillon peut envisager son rendez-vous avec le même objectif pour tous : **un nouvel allongement de la durée de cotisation**. Mais contrairement à leurs affirmations, la baisse des taux de remplacements programmée par les réformes Balladur et Fillon décrédibilise la protection offerte par ces régimes, (une enquête récente menée par la CGT montre que, pour la première fois, les jeunes semblent privilégier l'épargne personnelle pour leur retraite) et prépare donc la voie au **développement de l'assurance privée et de la rente**.

Esquivant le débat sur le fond, ils entretiennent avec l'aide des médias un catastrophisme ambiant. Excluant d'accroître les financements des régimes par répartition, les gouvernements de 1993, 2003 et 2008, prétendent maintenir le niveau des pensions en incitant à travailler plus longtemps par des pénalités financières.

Mais cette politique qui s'affiche au nom du « bon sens » (on vit plus long-temps, on doit travailler plus longtemps) ignore la réalité du travail et de l'emploi, la dureté des fins de carrière, ignore les effets de l'entrée plus tardive des jeunes dans la vie professionnelle et l'impact du chômage, de la précarité et des carrières particulières des femmes. **En réalité, c'est la baisse des pensions qui est le véritable objectif des réformes en cours.**

Pour éviter la paupérisation des retraités que l'on voit se développer notamment au Royaume-Uni, il faut augmenter les financements pour garantir leur niveau de vie. Il y a deux façons de le faire : soit par l'épargne personnelle, l'assurance-vie, et l'accumulation de patrimoine pour ceux qui en ont les moyens, profilant une société encore plus inégalitaire et que nous refusons, soit par un financement solidaire accru des régimes par répartition : pour la FSU il s'agit évidemment d'un choix de société. Ce choix suppose d'accroître le financement des régimes grâce notamment à une **répartition plus juste des richesses créées, et de penser de nouveaux droits pour prendre en compte les évolutions sociales.**

La mobilisation qui se prépare pour le **29 mars** est donc **déterminante**. Elle doit rassembler actifs et retraités, jeunes et anciens, autour de revendications qui permettent d'assurer à chacun une retraite décente. La réussite de cette **première** étape est une condition indispensable de l'élargissement de la mobilisation. La FSU entend bien en effet mener campagne, et favoriser l'émergence de débats publics, pour que les arbitrages entre **différents choix soient discutés et non occultés**, que le coût des mesures de justice sociale et d'équilibres intergénérationnels soient estimés, afin que les choix soient faits en connaissance de cause.

# **U.** RETRAITES Une idée d'avenir !

Pour reconquérir nos droits

## 37,5...40...41... **STOP!**

**2003** : François Fillon prétendait « sauver les régimes par répartition » et au nom de l'équité avec les salariés du privé dégradait les pensions des fonctionnaires.

**2008** : il prétend aujourd'hui aller plus loin, avançant notamment 41 années de cotisation en 2012.

**Les décrets Balladur et la loi Fillon, c'est travailler plus pour toucher moins !**

L'allongement de la durée de cotisation, les nouvelles modalités de calcul, la décote programment une baisse des pensions. Sont affectées tout particulièrement les carrières courtes ou interrompues à cause du chômage et de la précarité, de l'éducation des enfants assumée principalement par les femmes. Les jeunes qui entrent aujourd'hui plus tardivement dans la vie active sont particulièrement concernés.

Pour les fonctionnaires, les conditions de tra-

vail, la contestation de leurs missions les poussent à partir le plus tôt possible.

Le gouvernement prône l'allongement de la durée de cotisation mais seuls 4 salariés du privé sur 10 sont encore en emploi à 60 ans. Les entreprises se débarrassent de leurs seniors et loin d'améliorer les conditions de travail de fin de carrière, laissent se développer la pénibilité qui incite les salariés à partir plus tôt.

L'indexation des pensions de retraite sur les prix conduit à un décrochage au long de la retraite de leur pouvoir d'achat par rapport aux revenus des actifs (-22 % en 20 ans).

Fillon promet de revaloriser de 25 % en 5 ans le minimum vieillesse, de quoi le porter simplement au niveau du seuil de pauvreté.

**Contre la paupérisation des retraités, d'autres choix sont possibles !**

OUI  
à la répartition  
OUI  
à la solidarité  
entre générations

NON  
au catastrophisme  
NON  
à la poursuite  
de la réforme Fillon

## La FSU exige :

Pour tous, 75% du dernier traitement à 60 ans avec 37,5 annuités

Cela passe par

- ▶ l'abrogation des décrets Balladur et loi Fillon ;
- ▶ l'abandon des décotes ;
- ▶ le rétablissement des bonifications pour enfants dans la fonction publique et des mesures pour les parents ayant élevé seuls leurs enfants ;
- ▶ la revalorisation des pensions.
- ▶ Le rétablissement de la CPA.

Cela passe par **de nouveaux droits**

- ▶ La prise en compte des périodes de temps partiels, de chômage et de précarité par un financement solidaire ;
- ▶ La prise en compte des années d'études ;
- ▶ La prise en compte de la pénibilité.

## La FSU refuse :

- ▶ un système de retraite à deux vitesses : le développement de l'épargne retraite pour ceux qui le peuvent et l'assistance minimale pour les autres.
- ▶ De nouvelles dégradations avec un nouvel allongement de la durée de cotisation.

**Ces revendications n'ont rien d'utopique.** Le gouvernement prétend qu'il n'y a pas d'autres choix que celui de l'appauvrissement des retraités.

La FSU défend d'autres choix : ceux de la solidarité entre les générations et les professions. Ils nécessitent un **meilleur partage des richesses**, en consacrant aux retraites une part des gains de productivité acquis par le travail des salariés.

### BESOINS DE FINANCEMENT ?

**Pour revenir sur les mesures désastreuses de 1993 et 2003, il faut consacrer 4 à 5 points de PIB d'ici 2050, soit une augmentation des cotisations de 0,375 point par an.**

**C'est économiquement tout à fait possible : il faut en faire le choix politique.**

**Le paquet fiscal de l'été 2007 représente à lui seul 1 point de PIB.**

**En 2050, le pays aura doublé son PIB...**

## JOURNEE NATIONALE DE MOBILISATION POUR L'AVENIR DE NOS RETRAITES

SAMEDI 29 MARS  
MANIFESTATION

Public / Privé

AMIENS

15h00 MCA

CGT - FSU - UNSA - SOLIDAIRES

